

la pensée qu'en récitant le Notre Père nous considérons tous les autres hommes comme nos frères.

Dans toutes ses activités domestiques ou extérieures, le Canada n'a jamais cherché autre chose que l'établissement d'une paix juste et durable dans le monde; et le vœu le plus ardent que nous formulons, pour le bien-être de tous les peuples, c'est qu'ils puissent dire avec nous, dans quelques semaines, à l'occasion de la Noël: "Gloire à Dieu, au plus haut des cieux; et sur la terre, paix aux hommes de bonne volonté."

(Traduction)

L'honorable John T. Haig: Honorables sénateurs, je n'ai pas l'intention de poursuivre le débat cet après-midi, mais je désire faire quelques observations afin qu'il n'y ait aucun malentendu quand je prendrai la parole demain.

D'habitude, quand les sénateurs, et en particulier les membres de l'opposition, participent au débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, ils choisissent à leur gré le sujet de leur discours. Deux fois déjà depuis que je fais partie du Sénat, le Parlement a été convoqué en session spéciale. J'étais membre du parti de l'opposition ici en 1939 quand le Parlement a été convoqué et a déclaré la guerre à l'Allemagne. A cette époque, le chef de l'opposition s'en est tenu au problème de l'heure. En août 1950, j'avais l'honneur de diriger l'opposition au Sénat quand le Parlement a été convoqué en session spéciale pour traiter particulièrement de la grève des employés de chemin de fer. A cette occasion, j'ai limité les observations que j'ai faites en participant au débat sur l'adresse en réponse au discours du trône aux sujets mentionnés dans le discours. Aussi, dans le présent débat, je m'en tiendrai à cette ligne de conduite.

J'aimerais à faire mention de quelques-uns des sujets que normalement j'aurais traités, mais dont je m'abstiendrai de parler cette fois-ci. Je fais cette mise au point au cas où quelqu'un demanderait plus tard, et fort à propos, pourquoi le chef de l'opposition n'a pas traité de telle et telle chose.

Honorables collègues, si nous n'étions pas en session spéciale, le premier sujet dont je vous entretiendrais serait la situation financière du Canada et ses effets sur nos gouvernements fédéral, provinciaux, municipaux et scolaires.

En temps normal, j'aurais aussi traité du commerce. Le Canada achète à l'heure actuelle sur le marché mondial plus de biens qu'il n'en vend. A moins que la situation n'ait changé depuis deux ou trois mois,—ce dont je doute,— tout indique que la valeur de nos importations surpassera celle de nos

exportations d'un montant plus élevé que jamais dans notre histoire. Voilà un sujet que je désirerais traiter à fond.

Il existe aussi un problème relativement aux taux d'intérêt actuels. C'est un sujet fort controversé d'un bout à l'autre du Canada. Je ne dis pas que le Gouvernement a tort mais, à mon avis, il devrait expliquer au peuple sa ligne de conduite à l'égard des taux d'intérêt et la raison pour laquelle ils sont si élevés. Je ne parle pas particulièrement de l'intérêt qu'il faut payer à l'égard d'un emprunt à la banque ou ailleurs, mais je pense à toute la structure financière de nos gouvernements municipaux, de nos commissions scolaires, et ainsi de suite, dont l'expansion dépend beaucoup des conditions attachées aux prêts dont ils ont besoin.

Autre chose: le même vieux problème que les provinces des Prairies doivent envisager depuis deux ou trois ans se pose toujours. Le 1^{er} novembre dernier, il y avait 825 millions de boisseaux de blé emmagasinés dans nos élevateurs et dans nos fermes, et qui n'étaient pas encore vendus. Une partie de ce blé vient d'une récolte vieille d'au moins deux ans. Plusieurs se plaignent que les problèmes des agriculteurs se posent toujours, mais ce problème-là en particulier est beaucoup plus important pour les provinces des Prairies que les autres provinces,—notamment l'Ontario et le Québec,—ne l'imaginent. Toutefois, je ne discuterai pas ce problème maintenant et je n'y proposerai pas non plus une solution.

C'est en toute sincérité que j'exprime le plaisir que j'ai eu à entendre le Gouvernement proposer d'aider à la culture canadienne en établissant un Conseil canadien pour administrer les fonds destinés à favoriser la construction d'universités canadiennes. Je crois comprendre que le Gouvernement se propose également de demander au Parlement de doubler les subventions fédérales aux universités. A une autre occasion, lorsque la subvention annuelle a été fixée à 8 millions, j'ai soutenu qu'elle aurait dû être le double. Eh bien! Elle est maintenant de l'ordre de 16 millions et je suis convaincu que la plupart d'entre nous siègeront encore ici quand on la doublera de nouveau. Quant au montant de 50 millions destinés à la construction d'universités, je trouve le montant très insuffisant. Je n'exagère pas le moins en disant qu'il devrait être de l'ordre de 500 millions. Je suis quelque peu au courant des problèmes administratifs propres aux universités, car je suis le président du comité des régents d'un collège affilié à l'Université du Manitoba. Je connais donc les problèmes auxquels doit faire face cette université qui a dû refuser un grand nombre de candidats cette année.